

# Améliorer la réussite scolaire de tous les jeunes, il n'y a rien de plus urgent !

Après des années de progrès constants, le système éducatif peine encore à remédier à l'échec scolaire de milliers de jeunes en difficulté. Cette crise est d'autant plus urgente à traiter qu'elle s'inscrit dans une société qui voit grandir les inégalités sociales et territoriales.

**Non, tous les enfants n'ont pas les mêmes chances au départ**, tous les jeunes n'ont pas les conditions de vie, de santé, d'équilibre qui leur permettent, sans accompagnement, d'accéder aux apprentissages, de réussir leur scolarité, de se projeter dans l'avenir.

Aider efficacement les jeunes les plus en difficulté, former les enseignants pour cela, combattre les inégalités sociales et le danger que représenterait l'instauration d'une école à deux vitesses, ouvrir un avenir positif pour tous les jeunes, rien de plus indispensable pour les jeunes, pour l'avenir du pays.

**C'est ce défi que doit relever le Service Public d'Éducation, parce qu'il est le seul à pouvoir le faire, pour tous, et pas seulement pour les plus favorisés ou les « méritants ».**

« Égalité des chances » ou « ambition-réussite », ces grands mots, tout comme les polémiques stériles sur les méthodes d'enseignement, ne peuvent tenir lieu de politique de transformation démocratique de l'École. Au contraire, supprimer des milliers de postes, réduire l'offre d'enseignement pour tous, libéraliser la carte scolaire pour laisser se développer des ghettos scolaires, jouer la concurrence entre établissements, annoncer un collège éclaté, favoriser l'école privée, c'est menacer gravement le service public.

**Comment penser transformer l'école en décidant de la priver de milliers d'enseignants et de personnels éducatifs ?**

Les 11 200 emplois supprimés dans l'Éducation nationale (et peut-être plus dans les années à venir !), s'ajoutant aux milliers des années précédentes, annoncent encore plus de précarité, de difficultés, pour tous, personnels, familles, élèves. C'est inacceptable. L'école, les enfants et les jeunes méritent mieux.

**L'avenir des enfants d'aujourd'hui**, leur formation de citoyen et leur insertion professionnelle se jouent dès la maternelle, ils se jouent dans des classes moins chargées, ils se jouent dans un collège pour tous, ils se jouent dans la mise en œuvre de pédagogies et d'organisations prenant en compte chacun et permettant l'accès de tous aux savoirs, à la culture. Cet avenir se joue certes avec des études dirigées, un accompagnement éducatif égal sur le territoire mais aussi et surtout avec une meilleure cohésion de la communauté éducative, des enseignants formés, des personnels pour accompagner, aider à tous les niveaux enfants et adolescents.

**Parents, enseignants, jeunes, militants pédagogiques...**  
**Pour la réussite de tous les jeunes, nous voulons d'autres choix,**  
**un autre budget, une autre politique.**  
**C'est une question d'avenir, c'est un enjeu de démocratie.**

Signez la pétition lettre ouverte au Président : [www.lettreouverteaupresident.org](http://www.lettreouverteaupresident.org)

## Actuellement, chaque année

- 400 000 élèves (64 %) obtiennent un bac, deux sur trois poursuivent dans l'enseignement supérieur
  - 150 000 obtiennent un diplôme de type CAP ou BEP
- 150 000 élèves sortent encore du système éducatif sans aucun diplôme ou qualification reconnue

**Pour la réussite de tous, il faut aller plus loin.  
Pour que l'école réponde mieux aux besoins des élèves,  
il faut lui en donner les moyens : enseignants,  
personnels de santé, de vie scolaire, d'administration...**

### Les suppressions massives de postes annoncées par le gouvernement

(11 200 de non-renouvellement des départs à la retraite), c'est encore moins de classes, de sections, d'options et d'aide aux élèves en difficulté.

### Déjà, les dégradations se sont accumulées, avec des conséquences pour tous les élèves

- Classes de plus en plus chargées, suppressions de dédoublements, des groupes...
- Baisse importante de la scolarisation des 2/3 ans en maternelle
- Remplacements de moins en moins assurés.
- Réduction des options dans les collèges et lycées.

### Dans les écoles maternelles et élémentaires

**En cinq ans, 4 101 enseignants de plus pour 184 901 élèves supplémentaires, soit en moyenne seulement 1 création pour 45 élèves !**

**En cinq ans, chute à 23 % seulement du taux de scolarisation des deux/trois ans**

### Dans les collèges et les lycées

**En cinq ans, 21 235 enseignants de moins pour 188 220 élèves de moins, soit en moyenne 1 suppression pour 8 élèves !**

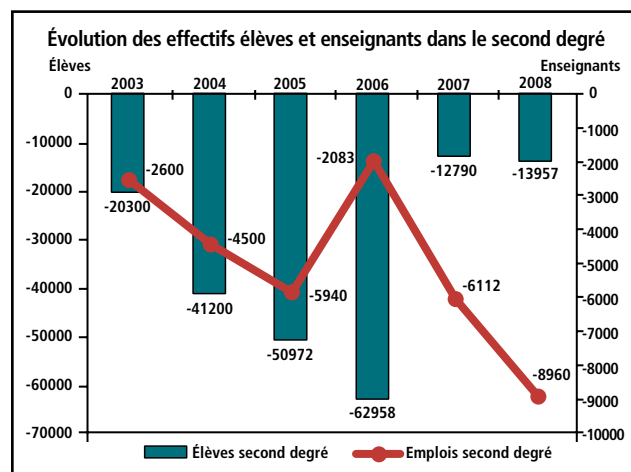
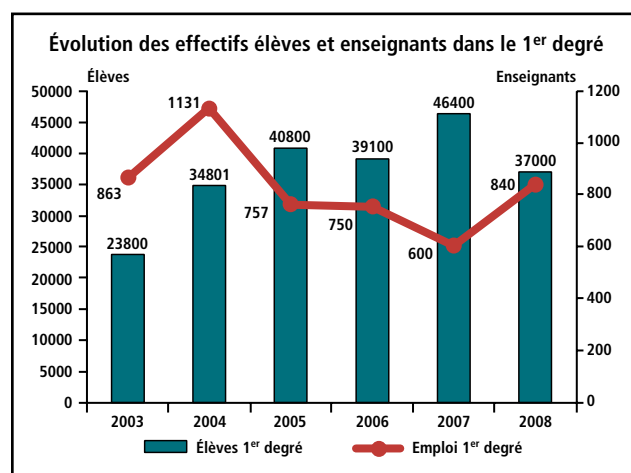
### Les personnels administratifs

En cinq ans, déjà, près de 2 000 postes administratifs avaient déjà été supprimés. C'est encore 1 000 suppressions que prévoit le gouvernement pour 2008 !

### Chômage, précarité... c'est ça l'avenir ?

Moins de postes aux concours de recrutement, cela contribue à assombrir l'avenir de nombreux étudiants.

Des milliers d'emplois supprimés, cela signifie aussi des milliers de personnels non titulaires au chômage et toujours plus de précarité avec des recrutements de vacataires, de contractuels ou d'emplois « aidés » (EVS) à durée de plus en plus courte.





# La réussite scolaire pour tous, c'est possible !

## La Cgt appelle à signer la pétition nationale

La démocratisation de l'École est un impératif pour les jeunes, un enjeu pour les salariés et la Nation toute entière. Elle nécessite que les conditions sociales ne soient pas un obstacle au choix d'une orientation, pour la poursuite d'études comme pour l'acquisition d'une qualification.

La réussite de tous dans le cadre d'une scolarité commune est possible à condition de lutter contre les inégalités sociales et territoriales qui génèrent l'échec scolaire.

Ce n'est pas cette ambition que porte le programme présidentiel. En prévoyant 11 200 nouvelles suppressions d'emploi, le projet de budget 2008 aggravera une situation déjà marquée par la disparition en cinq ans de cent mille postes d'encadrement éducatif. Ces choix politiques auront des effets négatifs sur les conditions d'étude des jeunes, sur l'offre éducative -choix d'options, notamment des langues- sur l'éducation prioritaire, sur la scolarisation des élèves en situation de handicap.

C'est la conception du service public d'éducation qui est mise en cause.

Le Président dénonce le collège unique en le caricaturant comme un lieu uniforme où tout le monde fait la même chose au même moment, responsable selon lui les difficultés rencontrées par une partie des jeunes.

Renoncer au principe d'acquisition d'une culture commune par l'ensemble d'une classe d'âge, dans un même lieu de formation jusqu'à la 3<sup>e</sup>, c'est ouvrir la voie d'un collège élitiste déjà initié avec la suppression de la carte scolaire.

Faire croire aux familles qu'elles pourront désormais choisir leur établissement alors que ce sont les établissements qui choisiront leurs élèves, c'est contribuer à développer la concurrence, accentuer les phénomènes de ghettoïsation, faisant reculer encore davantage la mixité sociale. Il accuse la carte scolaire d'être responsable du manque de mixité à l'école sans s'attaquer à la politique menée en matière d'emploi et d'habitat.

La CGT condamne de telles orientations. Elle s'attachera à les combattre résolument avec les personnels de l'éducation, avec les jeunes, les parents et l'ensemble des salariés.

Dans l'immédiat, elle appelle à signer massivement la lettre pétition « Améliorer la réussite scolaire de tous les jeunes, il n'y a rien de plus urgent ! », adressée par quinze organisations au Président de la République, mise en ligne sur son site.

*Montreuil, le 3 octobre 2007*